

Regards sur les actions et revendications de la Marche mondiale des femmes

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **L'Émilie : magazine socio-culturelles**

Band (Jahr): **[90] (2002)**

Heft 1466

PDF erstellt am: **11.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282420>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ceci dit, la Marche se trouve devant plusieurs défis, concernant notamment la structure de fonctionnement, les divergences sur certaines des revendications et des lacunes dans l'analyse. Pour l'an 2000, à l'exception des décisions prises lors de rencontres internationales, la direction du mouvement au niveau international était plus ou moins entre les mains de la Fédération des femmes du Québec, qui avait lancé la Marche. Il était évident que pour la suite de la Marche, il faudrait trouver une structure internationale qui garantisse une participation de toutes les régions mondiales dans la prise de décision. Mais aucune des propositions faites – par exemple, la constitution d'une ONG ou un fonctionnement en réseau souple – a obtenu le soutien d'une importante majorité des Coordinations nationales. Ainsi, le Comité de suivi, composé de neuf femmes des grandes régions mondiales, a été créé pour mener la Marche à la prochaine rencontre internationale qui devra adopter une structure.

Divergences

Par rapport aux revendications de la Marche, les divergences restent plus ou moins les mêmes. Certaines Coordinations nationales ne sont toujours pas prêtes à soutenir les droits des lesbiennes. Les unes justifient cette position par le fait que dans leur pays, l'homosexualité est un crime et qu'elles risquent d'être poursuivies si elles soutiennent ouvertement cette revendication. D'autres se font du souci pour la réputation de la Marche, car les autorités et les populations pourraient facilement l'écarter comme «une affaire de lesbiennes». Surtout, ce deuxième argument montre les limites de la solidarité internationale parce qu'il est porté surtout par des femmes de pays africains et du monde arabe.

Tandis que les positions relatives à cette question varient selon les régions géographiques, celle de la prostitution divise presque toutes les régions. La divergence entre «abolitionnistes» et «réglementaristes» empêche la Coordination européenne de mener une campagne unitaire contre la traite des femmes. Conscientes que cette dernière est un des problèmes les plus urgents, surtout pour la Marche en Yougoslavie et en Grèce, les déléguées ont tenté plusieurs fois de trouver une base commune, jusqu'à présent sans succès.

Il n'est pas surprenant que les divergences se manifestent surtout dans le domaine des violences contre les femmes. Les revendications et aussi les traditions en ce qui concerne les positions féministes sont plus élaborées que dans le domaine de la pauvreté. Les réponses que la Marche donne au système néo-libéral et les analyses qu'elle fait ne sont pas approfondies. De même, pour la position envers les institutions financières comme la Banque mondiale ou l'Organisation mondiale du commerce et par rapport à l'ONU et ses institutions: changer, réformer ou abolir? Et remplacer par quoi? La Marche devra s'occuper de ces questions et développer une vision plus claire pour lutter contre la pauvreté. Comme premier pas, au niveau européen et mondial, des groupes de travail se sont constitués pour avancer sur ces débats difficiles mais indispensables, pour l'avancement de la Marche mondiale des femmes et l'aboutissement de ses objectifs. •



EMILJA KAMARATA

Regards sur les actions et revendications de la Marche mondiale des femmes

En collaboration avec Les Editions du Remue-ménage la Marche mondiale des femmes vient de publier un livre abondamment illustré : *Femmes en marche*. Parallèlement, un document vidéo a été réalisé par Carole Roussopoulos, avec la collaboration de Véronique Ducret et Rina Nissim : *Marchons, avançons, résistons en Suisse romande*. Ces ouvrages font découvrir les actions mises en œuvre par les femmes pour faire entendre leurs revendications dans leur communauté, leur pays et dans le monde, de même que les gains obtenus par certaines et les espoirs ravivés chez les autres. On y dénonce deux réalités au cœur du quotidien des femmes : la pauvreté et la violence, mais on y fait également la preuve que la solidarité féministe mondiale est possible, malgré les embûches, et qu'elle est porteuse de changement et d'espoir. •

Femmes en marche, Resp. Mercedes Roberge, Marche mondiale des femmes et Ed. du Remue-ménage, 2002. Distribution en Europe : La Librairie du Québec à Paris : tél. :

33 01 43 54 49 02, fax : 33 01 43 54 39 15, liquebec@noos.fr

Version multimédia accessible à l'adresse suivante :

<http://www.ffq.qc.ca/marche2000/bilan>.

Marchons, avançons, résistons en Suisse romande, Carole Roussopoulos, Marche mondiale des femmes, Suisse, 2002, distribué par la Marche mondiale des femmes, rue de la Tannerie 2, 1227 Carouge.